

ARRETE N° ST-136-2025

**Objet : Arrêté portant permission de voirie**

Le Maire de la commune de SEVRIER,  
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,  
Vu le code de la route,  
Vu le code de la voirie routière,  
Vu la demande de l'entreprise CTP en date du 25 août 2025 qui doit réaliser des travaux de raccordement au réseau d'eau potable et télécom, 107 route de l'Eglise,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

**ARRETE**

**Article 1 :** L'entreprise CTP est autorisée dans la période du 4 septembre 2025 au 2 octobre 2025 inclus, à effectuer des travaux de raccordement au réseau d'eau potable et télécom, 107 route de l'Eglise.

**Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Le permissionnaire précisera au Maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

L'entreprise est autorisée à effectuer une reprise provisoire en béton de la chaussée dans l'attente des travaux de reprise de l'enrobé à couleur identique qu'elle devra effectuer au plus au 31 mars 2026.

**Article 7 :** La présente autorisation n'est valable que pour la durée prévue à l'article 1 du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 :** M. le Chef de la police municipale, M. le Responsable des services techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation sera envoyée à :

- L'entreprise CTP

Fait à SEVRIER, le 4 septembre 2025

Le Maire,

Bruno LYONNAZ



Certifié exécutoire le : 08/09/2025  
Publié le : 08/09/2025  
Mis en ligne le : 08/09/2025  
Notifié le : 08/09/2025